

PLENIERE DU 17 MARS 2008

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

***Intervention de Véronique Bérégovoy,
pour le groupe des élus Verts***

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Ces élections municipales et cantonales ont été l'occasion d'un large débat public autour des choix à faire pour les années à venir.

Il semble loin le temps où les alertes des écologistes, au sujet de la perte vertigineuse de biodiversité ou du réchauffement climatique, ne déclenchaient que des sourires compassés.

Désormais, « tout le monde est devenu écolo » : les petites et les grandes entreprises font du développement durable un vecteur de communication, plus un maire, plus un président de collectivité, plus un responsable d'association, n'affiche l'exemplarité environnementale de ses projets.

Sommes-nous pour autant en mesure de relever les défis écologiques ?

Depuis l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, il y a maintenant trois ans, la lutte contre le réchauffement climatique, grâce à la ratification de plus de 160 pays, a enfin trouvé des objectifs juridiquement contraignants : les pays industrialisés doivent réduire, entre 2008 et 2012, de 5,2% leurs émissions de gaz à effets de serre par rapport au niveau de 1990.

Malheureusement, ces engagements peinent à se concrétiser au niveau local où l'ancien modèle de développement, basé sur le tout-routier, les énergies fossiles et le productivisme, reste la référence des décideurs locaux.

En matière de déplacements, chacun continue à réclamer sa rocade, son contournement, son échangeur, ses ronds points, au détriment des transports en commun.

En matière de pollution atmosphérique, l'observatoire d'Air Normand a dernièrement souligné que les limites autorisées ont encore été dépassées sur plusieurs sites de la région. Faut-il rappeler que les principaux émetteurs de ces pollutions sont l'industrie pétrochimique et le trafic automobile ?

Combien de temps allons-nous encore accepter les dizaines de morts par anticipation par an, l'augmentation des maladies respiratoires et du nombre d'allergies ?

D'autant que la pollution n'affecte pas seulement la qualité de l'air mais également celle de l'eau. En effet, les produits chimiques tels que les PCB sont aussi responsables de l'empoisonnement de la Seine et leur absorption peut entraîner des troubles neurologiques, du diabète et affecter la fertilité.

Mais que l'on se rassure, ces questions graves ne risquent pas d'ébranler la confiance du Port de Rouen qui s'est contenté de sourire aux mises en garde de WWF France lorsque ce dernier l'a alerté sur les risques de dissimulation des PCB, liés au creusement du chenal.

Son attitude est à l'image d'un certain nombre d'acteurs économiques et décideurs locaux qui ne semblent pas avoir pris la mesure des enjeux environnementaux. Ils ont une vision archaïque privilégiant des intérêts privés à l'intérêt général, une vision dangereuse pour la santé des habitants.

Sommes-nous condamnés à subir toutes ces pollutions ?

Non, il n'y a pas de fatalité.

Il n'est plus possible de se contenter de temps à autre d'un vernis de développement durable pour rassurer les citoyens. Il est temps d'opter pour un autre modèle de développement qui accorde la priorité aux activités économiques et aux modes de déplacement non polluants si l'on souhaite laisser en héritage à nos enfants un monde vivable.

La mutation vers une société conciliant gestion responsable des ressources, justice sociale et efficacité économique sera tout sauf consensuelle.

Cette transformation en profondeur des façons de vivre, de produire, de travailler, de consommer, va heurter des intérêts puissants. On ne pourra pas faire tout et son contraire, concilier l'inconciliable, donner satisfaction à ceux qui, depuis toujours, s'arrogent le droit de consommer, sans payer à leur juste prix, l'eau, l'air, l'espace, l'énergie, les matières premières ; ceux qui font payer par d'autres les conséquences sanitaires, sociales et environnementales d'activités polluantes.

Comment ne pas s'alarmer, alors que remontent au créneau, les lobbies les plus divers dans les ministères, dans les médias, dans nos assemblées, aussi ?

Les semenciers qui veulent imposer les OGM, les producteurs de pesticides et d'engrais, les marchands de charbon et de pétrole. Tous ceux là et bien d'autres continuent à peser bien plus sur la décision publique que les campagnes d'éducation aux bons gestes écolos.

Nous avons pu mesurer, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, que le stade de l'alerte est dépassé et que celui de la sensibilisation du grand public est en bonne voie.

Mais, le cap le plus difficile est celui de l'action publique à tous les niveaux et il doit être au rendez-vous !

Conscients que nombre d'enjeux environnementaux sur l'effet de serre, la consommation d'espace et la perte de biodiversité, la pollution et le gaspillage de l'eau se jouent dans nos villes, la responsabilité des nouvelles équipes municipales est très importante. Elles devront apporter des réponses pertinentes à la hauteur des enjeux dans le cadre des politiques publiques d'agglomération et de pays.

Les intercommunalités ont entre les mains des compétences et des budgets de plus en plus lourds : de la gestion urbaine aux grands projets d'agglomération.

La ville du XXI^{ème} siècle doit être le lieu de la solidarité, du métissage culturel, de l'écologie urbaine (utilisation économe des ressources spatiales comme l'énergie...). Pourtant, elle est trop souvent l'expression des impasses de notre développement productiviste passé : pollutions, crises énergétiques, ghettoïsation et exclusion sociale, réduction et désorganisation de l'espace rural... Les politiques publiques urbaines sont donc un enjeu majeur.

Dans nombre d'agglomérations, il faut assumer la charge de politiques structurantes (urbanisme, logement, transports, environnement, réseaux eau et assainissement, équipements scolaires, santé...) qui en dessinent le devenir.

Il s'agit bien, au quotidien, dans les projets que nous portons, d'œuvrer pour des villes, rassemblées plutôt qu'étalées. Celles-ci doivent fonctionner en réseaux entre grandes agglomérations, villes moyennes, et zones rurales, soucieuses de la qualité de vie de leurs habitants, protectrices des plus faibles, associant étroitement les citoyennes et les citoyens à la vie publique municipale.

La Gauche vient de remporter massivement ces élections, avec en son sein des élus Verts. Ces élus seront constructifs et exigeants car nos villes, nos agglomérations, nos territoires, notre planète n'attendent pas. Relevons ces défis en prenant les bonnes décisions dès maintenant.

**Ce qui est bon pour l'environnement est bon pour l'être humain.
Ce qui est bon pour nos territoires est bon pour notre planète.**